Département territoires, environnement et acteurs
Cirad-tera

UN CADRE D'INTERVENTION POUR TERA EN GUADELOUPE

DIAGNOSTIC ET PROPOSITIONS

RAPPORT DE MISSION DU 22 AU 30.04.99

Alain DUCREUX
Michel DULCIRE

Document CIRAD-TERA N° 43/99

THI N° 25/99

UN CADRE D'INTERVENTION POUR TERA EN GUADELOUPE

DIAGNOSTIC ET PROPOSITIONS

RAPPORT DE MISSION DU 22 AU 30.04.99

Alain DUCREUX
Michel DULCIRE

Document CIRAD-TERA N° 43/99

THI N° 25/99

SOMMAIRE

1) CONTEXTE 1

1 1 Objectifs 1
1 2 Personnes rencontrées 1

2) DIAGNOSTIC 1

2 1 Le point de vue du CIRAD local 2
2 2 Le point de vue de la profession et des institutions 2
2 3 Le point de vue des partenaires 4
2 4 En résumé 5

3) UN CADRE D'INTERVENTION POUR TERA : PROPOSITIONS 7

3 1 Enjeux d'une activité TERA 7
3 2 Objectifs 8
3 3 Quelques principes méthodologiques 10
3 4 Programme d'activités 12
3 5 Coopération régionale 14
3 6 En résumé 14

Annexe 1 : Calendrier 16
Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées 17

1) CONTEXTE

A l'occasion du départ définitif de JJ Lacoeuilhe (Programme Tropiques Humides et Insulaires du Département TERA) et pour que les opérations de terrain soient en accord avec le récent mandat du programme (accepté par le comité scientifique du CIRAD en décembre 98) une mission a été réalisée du 22/4/99 au 1/5/99 par A. Ducreux, chef du programme et M. Dulcire, chercheur pressenti pour être affecté en Guadeloupe.

1 1) Objectifs

L'objectif de cette mission était double :

D'une part, il s'agissait de confronter les approches des différents départements du CIRAD intervenant sur le territoire et de proposer une approche concertée en réponse aux enjeux de développement locaux (présentation de TERA, travaux réalisés dans les approches filières pour la banane et la canne à sucre)

D'autre part, il s'agissait d'appréhender à dires d'acteurs, les objectifs de développement auquel le CIRAD peut participer et de définir des axes de travail pour TERA dans le cadre du programme THI, en collaboration avec les chercheurs CIRAD en poste et les partenaires locaux potentiels

1 2) Personnes rencontrées

De nombreux échanges ont eu lieu avec des chercheurs (CIRAD, INRA, DAT de l'Université), des représentants des producteurs et des organismes professionnels (Syndicats, SICA, CUMA, Chambre d'Agriculture), la DRAF, la SAFER, l'usine sucrière,... , en réunion ou sous forme d'entretiens individuels (voir liste des personnes en annexe 2). La faible durée de la mission et le calendrier des réunions n'a pas permis de rencontrer la DIREN au-delà d'un contact téléphonique.

Tous nos remerciements à J.J. Lacoeuilhe qui a réussi à grouper ces rencontres en quelques jours et à toutes les personnes qui ont accepté de s'exprimer librement sur des sujets parfois délicats.

2) DIAGNOSTIC

Ce diagnostic, résumé, est une restitution des avis exprimés par les acteurs du secteur agricole que nous avons pu rencontrer et nous nous sommes attachés à ne pas les interpréter.

2 1) Le point de vue du CIRAD local

Les chercheurs sont unanimes sur l'écart existant entre ce que le CIRAD sait faire et la réalité constatée sur le terrain, et ils pensent que la réduction de cet écart demande au CIRAD un effort de diversification de l'offre technique pour mieux répondre à la variabilité des situations

La connaissance de cette diversité exige en particulier de comprendre comment décident les agriculteurs pour construire une offre de recherche adaptée

Ces préoccupations se retrouvent dans :

- le plan de relance de la banane basée sur l'encadrement des petits planteurs

- l'étude de l'impact de la culture bananière sur un bassin de production

- l'étude qui est menée sur des planteurs de canne à sucre du Nord de grande terre

2 2) Le point de vue de La profession et des institutions

La DRAF

La Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt fait état d'un manque de connaissance sur les exploitations, sur leur diversité, sur leurs spécificités. Ces données sont indispensables pour arriver à faire émerger des exploitations économiquement viables. Il est probable que cette demande est liée au souci légitime d'utiliser les subventions de manière optimale.

Par ailleurs, elle constate que les groupements de producteurs créés à ce jour (et somme toute imposés) ne fonctionnent pas. La DRAF sollicite un d'appui à la création de groupements viables qui seraient des groupements à problématiques de développement homogènes. La connaissance des stratégies des producteurs est indispensable.

Enfin, il semble que le CIRAD soit, pour la DRAF, un partenaire incontournable pour l'élaboration des CTE.

Les syndicats de planteurs de C.à S., CUMA, SICA, SAFER

Les remarques qui suivent sont issues d'une réunion consensuelle et peuvent donc être attribuées à l'ensemble de ces opérateurs.

On peut vivre durablement de l'agriculture mais il faut mettre en œuvre une stratégie de développement agricole et aider ceux qui le méritent. Pour cela, la connaissance de la population agricole est indispensable.

On ne peut pas développer la C.à S. par la C. à S. Il faut prendre l'exploitation agricole dans son intégralité et intégrer le développement de la production de C.à S. dans un système de production permettant de générer les revenus complémentaires nécessaires.

Il est vrai que la recherche apporte de nombreux résultats mais l'information technique est élitiste et ne touche que ceux qui savent où la chercher. Il s'agirait donc :

- de mieux prendre en compte les choix stratégiques de la production,

- d'utiliser les CUMA comme instrument d'encadrement et de diffusion de conseils techniques

Les aides notamment à l'irrigation et les subventions ne sont pas les seules solutions. Il faut compter sur soi-même et prendre exemple sur ce qui fonctionne bien ailleurs (Réunion, Martinique).

Il faut favoriser l'échange entre les différents acteurs concernés et faire plus souvent des réunions à l'image de celle qui est tenue aujourd'hui.

Les producteurs (diversification)

On assiste à l'émergence d'une classe paysanne dont le problème n'est pas de faire de la C.à S. ou de la Banane, mais de vivre. D'où l'importance de la diversification pour arriver à un « système d'exploitation ».

Les planteurs ont mis en œuvre, de leur propre chef, des rotations telles que C. à S. (4 ans), Igname (2 ans), Ananas (2 ans) et ils songent à y associer l'élevage.

Ils souhaitent des informations sur d'autres rotations possibles avec du maraîchage pour répondre aux besoins du marché local.

Il s'agit d'abord de maîtriser la production et de maîtriser ensuite la commercialisation. Des tentatives réussies avec le melon (2 organisations) et l'ananas bouteille (1 organisation qui informe les producteurs) les encouragent dans cette voie

Les agriculteurs ont donc besoin d'appui technique sur les productions de diversification et la transformation de l'igname ainsi que d'appui à la gestion.

La formation est fondamentale, en particulier dans le domaine de «l'aide à la décision ».

La diversification est un moyen de gérer la trésorerie car les entrées et sorties monétaires s'échelonnent tout au long de l'année, contrairement à la C. à S. par exemple.

La pluriactivité est une nécessité pour les petits producteurs qui ont besoin de diversifier leurs sources de revenus et d'en sécuriser une partie. Il s'agit bien de la notion de « système d'activités ».

Il n'existe pas d'itinéraire technique universel et il faut tenir compte de la diversité des situations.

Sucrerie Gardel

l'enjeu est d'atteindre le «point mort » de 60 000 Tonnes de sucre annuel avec une régularité de débit interne :

- sortir de la bagasse de qualité homogène et en débit constant pour la centrale thermique associée,

- approvisionnements quotidiens et réguliers de canne à sucre pour diminuer les pertes de teneur en sucre et améliorer la qualité.

La direction de l'usine estime que la recherche devrait prendre en compte la qualité technologique dans ses activités de sélection variétale. En fait certains critères (comme la teneur en fibre et la pureté des jus) sont analysés pour caractériser les variétés mais ils ne sont pas utilisés comme critères de sélection.

Malgré les structures de recherche/développement, le rendement moyen en sucre stagne à moins de 5 T/ha et il reste donc une marge importante de progrès. Ce progrès passe par l'information des 70% des agriculteurs qui ont une sole cannière inférieure à 3 Ha.

L'approche globale de l'exploitation devrait permettre de comprendre «comment fonctionnent » les petits planteurs de C.à S. et de leur donner des conseils adaptés pour améliorer la production.

2 3) Le point de vue des partenaires

Chambre d'agriculture

Le discours tenu par le directeur des services techniques est convaincant et brillant mais ne laisse pas apparaître une réelle volonté de collaboration avec le CIRAD sur les nombreux secteurs qui l'intéressent et qui s'expriment par quatre grands thèmes (observatoire du foncier, observatoire économique, information/communication rurale, promotion rurale)

Des collaborations semblent exister avec l'INRA et l'IRD sur des thèmes techniques (systèmes de production, érosion, fertilité, lutte intégrée)

La seule possibilité de collaboration avec le CIRAD concerne sa participation à l'étude prospective inclue dans le projet «observatoire économique » que la chambre d'agriculture compte mener conjointement avec les trois autres. Rappelons que ce projet a été co-signé par le CIRAD, la Chambre d'agriculture, l'UAG et l'INRA en 1998 et n'a toujours pas abouti.

Il semble que le CIRAD ne s'afficher pas suffisamment comme organisme de recherche en appui aux opérations de développement et que son orientation très «recherche » est un élément qui ne favorise pas le dialogue.

Une possibilité serait de travailler en direct avec les techniciens du SUAD qui le souhaiteraient sans pour autant les détourner de leurs missions : leur donner un appui pour les rendre plus efficients

UAG et INRA

Ces deux organismes élaborent en commun, avec la participation des étudiants du département d'agriculture tropicale (DAT), un modèle de fonctionnement technico-économique des exploitations à destination des décideurs (normes pour l'évaluation de dossiers,...).

Ces modèles ne pourraient tenir compte des éléments sociaux et environnementaux des exploitations qu'à la suite d'un travail «d'affinage » trop important à réaliser avec les moyens disponibles aujourd'hui. Il n'offre donc actuellement qu'un intérêt relatif en terme de conseil de gestion aux exploitations.

Une certaine collaboration avec le CIRAD peut être envisagée avec les études sur les exploitations du secteur de la C.à S. mais une réelle collaboration ne peut se faire aujourd'hui, qu'au travers des activités de coopération régionale à Cuba et par une participation du CIRAD à l'enseignement du DESS d'agronomie tropicale en création (pour 2000).

2 4) En résumé

Tous les acteurs rencontrés, avec chacun leur problématique, expriment un besoin d'étude de l'exploitation agricole pour connaître les pratiques paysannes et comprendre les stratégies des producteurs.

Le CIRAD a la capacité de répondre réellement à cette demande en suscitant les collaborations locales nécessaires.

On constate, en particulier dans la filière Canne, la prise de conscience d'une indispensable solidarité car la survie passe par les petits planteurs.

Dans la filière banane, très menacée, la solidarité est discutable et il appartient au CIRAD de susciter des actions complémentaires (et non pas séquentielles) dans un pas de temps très court (3 ans) :

- endettement : système d'aide à revoir ou à compenser

- persuader les GMS et, par leur intermédiaire les consommateurs, de l'avantage comparatif des bananes guadeloupéennes (notion de label et nouveaux produits)

- induire une production répondant à ces nouveaux critères en partenariat avec des agriculteurs volontaires

La diversité des cultures, des productions et des activités dans le milieu rural est un élément clé du maintien des emplois et de l'agriculture en Guadeloupe.

Ces considérations ouvrent un champ d'activité possible pour TERA en appui aux programmes filières, avec un partenariat local diversifié à développer.

3) UN CADRE D'INTERVENTION POUR TERA : PROPOSITIONS

La teneur des entrevues réalisées démontre une volonté et un besoin partagés par l'ensemble des acteurs rencontrés, avec chacun leur problématique, pour des approches globales et intégratrices au niveau de l'exploitation agricole : ces approches de recherche renouvelées devraient permettre de mieux connaître et comprendre les différentes pratiques paysannes et stratégies des producteurs de l'île, pour des réponses techniques diversifiées et mieux adaptées aux demandes sociales.

On peut tracer quelques pistes pour un cadre général des appuis et des complémentarités que TERA se propose d'apporter ou de faciliter en réponse à ces préoccupations.

3 1) Enjeux d'une activité TERA

L'enjeu est de développer, de préférence en collaboration et coordination, des démarches visant à renforcer la capacité d'adaptation des agriculteurs au changement, et à renforcer leurs capacités à participer à un développement durable de l'île. Il s'agit donc à la fois d'un enjeu de recherche (production de connaissances, d'outils et de méthodes) et d'un enjeu de développement (gestion des contraintes et opportunités, élaboration d'alternatives technico-économiques et organisationnelles adaptées aux besoins et défis).

Avec la nouvelle Loi d'Orientation Agricole (LOA) le pouvoir politique adresse un signal fort à la communauté scientifique qui ne peut y rester sourde : la priorité accordée au maintien et à la création d'emplois ruraux (et donc à la formation de revenus ruraux et agricoles viables), la multifonctionnalité de l'agriculture (entretien du paysage, gestion des ressources naturelles, gestion de la bio-diversité,...), sont autant d'exigences affirmées par cette loi d'orientation qui appuie ainsi un concept élargi du développement rural durable, et représentent autant d'opportunités offertes aux unités de production de diversifier et sécuriser leurs revenus. Le CIRAD, organisme public, doit décliner en actions de recherche dans les domaines qui sont siens ce "nouveau paradigme" de l'agriculture gestionnaire des espaces, des paysages, des ressources et des territoires[1], qui doit concilier la satisfaction des objectifs de l'agriculteur et de sa famille, la volonté politique de production durable et de maintien de l'emploi, les exigences sociales en matière d'environnement et les demandes plurielles des consommateurs.

---

[1] Notons que les termes de cette loi "légitiment" les objets de recherche et les méthodologies d'approche mises en oeuvre par TERA en complémentarité aux approches "filières".

La perspective de diversification des productions et de leurs itinéraires techniques, et de celle des activités en milieu rural constitue un élément clé de la stabilisation des revenus agricoles et ruraux en Guadeloupe : elle ouvre un champ d'activité important pour TERA en appui aux programmes filières du CIRAD, avec un partenariat local diversifié à développer. Cette loi nous (différents départements du CIRAD) donne ainsi une opportunité d'intervention commune pour valoriser nos savoir faire et connaissances acquis en particulier localement dans les filières canne à sucre et banane en dépassant la vision d'une agriculture uniforme, réduite à ses seules fonctions productive et transformatrice.

Elle ouvre enfin la voie à des collaborations novatrices avec des institutions départementales et régionales telles que la DIREN, la DRAF, la SAFER, la Chambre d'agriculture, les agriculteurs et leurs organisations,... : contrats territoriaux d'exploitation, contrats de qualité, labellisation...

3 2) Objectifs

Objectifs de connaissance

Pour évoluer, se diversifier, s'adapter, les agriculteurs auront besoin de référentiels qui permettent de gérer au mieux leur structure de production selon leurs objectifs, pour une meilleure résistance aux aléas climatiques et économiques. La disparition inéluctable des protections douanières, des subventions nationales ou communautaires sous leur forme actuelle, et la redéfinition de leurs principes d'attribution (cf. nouvelles LOA et PAC) pousse la recherche à renouveler ses modes d'approche et ses objets de recherche, pour un appui et des propositions mieux adaptés aux besoins.

L'objectif immédiat d'une recherche-action sur les agricultures familiales est donc la constitution d'un référentiel technico-économique qui permette de "savoir de qui et de quoi on parle", avant que de comprendre la complexité des phénomènes à l'œuvre et d'argumenter en faveur d'itinéraires de développement différenciés et adaptés.

D'une façon générale, TERA peut apporter dans ce cadre des appuis méthodologiques pour une meilleure connaissance et compréhension des fonctionnements des unités de production, de leur diversité et des relations entre acteurs, à différentes échelles, pour favoriser une meilleure adaptation de la recherche aux besoins et capacités de réalisation des agriculteurs. En première approximation il s'agirait alors :

- de caractériser la variabilité des différentes unités socio-économiques. Dans un premier temps seraient en particulier concernées les exploitations qui produisent les deux cultures stratégiques canne à sucre et banane, avec l'objectif principal de caractériser la variabilité des systèmes de culture à base canne à sucre ou banane (itinéraires techniques, stratégies,...) en relation avec le reste de l'exploitation et avec le système d'activités de la famille ;

- de distinguer les logiques internes et les objectifs qui animent des stratégies de production différenciées ;

- d'apprécier l'aptitude au changement des divers groupes-types identifiés ;

- de reconnaître les différentes classes de facteurs limitants, internes et appartenant à l'environnement social, économique ou institutionnel, qui influencent et affectent les processus de décision, la viabilité économique et la reproductibilité des exploitations agricoles ;

- d'analyser la sensibilité des revenus des ménages aux variations conjoncturelles, de comparer la robustesse technico-économique des choix techniques (cultures, itinéraires techniques,...) et la capacité d'évolution des différents types identifiés ;

- d'identifier et de caractériser aussi les relations et réseaux entre les différents acteurs du monde rural, qui expliquent les différences de stratégies des producteurs.

Objectifs opérationnels

- Initier et participer à l'élaboration par problématique d'un état des lieux partagé par les acteurs concernés ;

- Accompagner les processus d'innovation, appuyer les différents groupes d'acteurs dans l'identification et la valorisation des opportunités que peut offrir l'environnement socio-économique et institutionnel ;

- Construire des alternatives technico-économiques et organisationnelles adaptées aux besoins et capacités des différents groupes «homogènes» identifiés, pour une satisfaction durable de leurs besoins ;

- Tracer des voies de valorisation des opportunités institutionnelles et socio-économiques ;

- Proposer des outils et méthodes opérationnels pour le développement, capables de rendre compte des demandes, des besoins et des contraintes internes comme externes des agricultures familiales.

3 3) Quelques principes méthodologiques

Echelles de travail

Si l'on considère qu'il ne faut pas dissocier le jugement technique ou socio-économique du contexte de prise de décision, et que l'agriculture est une des activités participant à l'aménagement du territoire, il n'y a pas de niveau d'étude spatial ou organisationnel a priori privilégié.

Chacun a néanmoins convenu qu'il était nécessaire d'élargir la réflexion au système d'exploitation pour gagner de nouvelles marges de progrès, et revaloriser les recherches filières. L'unité d'exploitation deviendrait une échelle d'intervention commune privilégiée par les différents départements du CIRAD présents en Guadeloupe.

Les propriétés d'un système diffèrent de la somme des propriétés de ses parties : des changements d'échelle seront nécessaires, en aller retour : parcelle, système d'exploitation, système d'activités, territoires,...

Cette meilleure connaissance du fonctionnement des exploitations, des stratégies de l'exploitant et de sa famille,..., devrait à terme déboucher sur un appui en conseil de gestion (aide à la décision).

Partenariats et collaborations

Des constats opérés par les producteurs et leurs représentants, complétés par nos propres observations montrent que le CIRAD est un des rares organismes présents en Guadeloupe à pouvoir répondre à ce type de demande. Néanmoins TERA n'a pas vocation à travailleur seul, mais en complémentarité à d'autres approches et savoir faire.

Les opportunités de collaborations et coordinations, locales et métropolitaines, seront systématiquement recherchées et exploitées.

Localement, la complémentarité avec les démarches et préoccupations des départements CA et FLHOR va de soi.

Il faut noter à l'INRA les possibilités de collaboration, à préciser, avec l'unité de recherche APC (Agro-Pédo-Climatique) et socio-économique qui s'y est déclaré disposée.

L'UAG et particulièrement son département d'agronomie tropicale DAT occupent une place importante dans un tel dispositif. C'est une université, qui mène des travaux de recherche qu'on ne fait pas ou que l'on ne sait pas faire. La formation est une composante indispensable du projet, qui se concrétiserait par exemple par l'implication d'étudiants dans nos travaux de recherche, par la participation de chercheurs CIRAD à leurs enseignements.

Leurs étudiants ont par ailleurs produit de nombreuses références qui pourraient être valorisées ponctuellement avec profit.

Enfin, l'UAG est déjà associée à TERA sur un projet de recherche développement dans les Caraïbes (voir plus loin).

D'une façon plus générale les établissements d'enseignement (Lycée agricole,...) seront associés au moyen de l'implication d'étudiants en dernière année d'études.

Le cadre de la nouvelle LOA nous offre par ailleurs d'excellentes perspectives de collaboration pour la mise en place des Contrats Territoriaux d'Exploitation avec des institutions telles que la DRAF, la SAFER, la DIREN, le CNASEA, et les agriculteurs et leurs organisations.

Des collaborations métropolitaines seront nécessaires en particulier sur les aspects d'enquête (gestion et interprétation), de foncier, de gestion de l'exploitation, de gestion des ressources naturelles. Les chercheurs de TERA-AF ou ERE, ou encore de l'INRA-SAD sont concernés.

Démarches participatives

L' "étude des rapports entre le milieu biophysique et les peuplements végétaux cultivés soumis à l'action de l'homme en vue de satisfaire ses objectifs" ne peut pas se contenter de diversifier l'offre, les ambitions d'un tel projet ne doivent pas s'arrêter à la génération de réponses adaptées pour les agriculteurs. "L'agronomie pour un développement" durable doit embrasser explicitement le renforcement des capacités des producteurs et des autres acteurs à analyser, par rapport à leurs objectifs, leurs situations et environnements pour préparer la prise de décision, c'est à dire prendre en compte le système de décision dans son champ de recherche.

La négociation fait désormais partie de la mallette outil du chercheur agronome.

Il est clair que dans une perspective de développement agricole durable, les producteurs doivent être associés dès le début à l'élaboration des alternatives techniques ou organisationnelles. Il est tout aussi clair que de telles démarches participatives devront être gérées avec les différentes organisations de producteurs et que l'implication dans de tels partenariats ne peut se faire que sur la base du volontariat et de la motivation des différents acteurs impliqués.

Dans ce cas, le cahier des charges du projet comprend la définition de mécanismes qui par un cheminement "pédagogique" permettent en concertation aux différents acteurs du monde rural d'élaborer une vue claire de leurs conditions et de leurs projets. En particulier, ce cheminement permet aux agriculteurs de mieux faire valoir leurs interrogations et projets auprès des institutions d'appui et de service intervenant en milieu rural (recherche, vulgarisation, ONG,

projets etc.). Il fait aussi prendre conscience aux agents de ces institutions que des actions concrètes peuvent se définir à partir de tels diagnostics conjoints dynamiques, dans une démarche de recherche-action.

3 4) Programme d'activités

Quelques actions spécifiques semblent se dégager dans l'immédiat à la suite des discussions menées lors de la restitution de fin de mission. Elles constituent autant de portes d'entrée, praticables vers une meilleure connaissance des fonctionnements des exploitations agricoles.

Gestion des effluents à l'échelle d'un bassin bananier

Un appui à l'opération menée par FLHOR de mesure des effluents à l'échelle d'un bassin de production bananière. Nous avons proposé de réfléchir à un dispositif permettant de prendre en compte la diversité des pratiques culturales, variables explicatives et à expliquer pour élaborer des propositions d'action. Sur un même bassin de production coexistent des planteurs de bananes dont les stratégies différentes induisent des pratiques différenciées (types, doses, dates, moments du cycle,...) plus ou moins susceptibles d'évoluer selon le contexte socio-économique. C'est cet ensemble de pratiques et leurs déterminants qu'il convient de caractériser et d'expliquer pour représenter et élaborer des améliorations au fonctionnement du système en terme de "gestion des apports pour un meilleur contrôle des externalités".

Cette étape est sans doute un préalable indispensable à une réflexion sur des CTE (Contrats Territoriaux d'Exploitation), pour concilier niveau de revenu de la famille et exigences de la société en matière de gestion de l'environnement. Dans cette perspective de construction de CTE, il est important que l'état des lieux initial soit le plus possible partagé : les acteurs concernés et leurs représentants doivent être convaincus de s'associer dès le début au processus.

Nous avons signalé que des collaborations devraient être recherchées avec l'INRA-SAD de Mirecourt dont l'expérience sur le plateau de Vittel pourrait être prise en compte avec profit dans ce type d'opération.

Connaissance de la diversité des exploitations agricoles produisant de la banane et de la canne à sucre

Cette connaissance s'élaborera principalement à partir de données recueillies par enquêtes. L'élaboration des enquêtes devra permettre de rendre compte d'un certain nombre de paramètres essentiels :

- l'identification du système d'activités familiales et la caractérisation des différentes rubriques qui concourent à la formation du revenu : cultures, élevages, autres activités non agricoles, transferts ;

- leur influence sur les choix d'orientation de production et des pratiques culturales et d'élevage ;

- la trajectoire d'évolution et le moment du cycle d'évolution de l'exploitation agricole où l'on se situe, et leur influence sur les choix de l'exploitant.

Ces interprétations des choix actuels aideront les recherches filières à mieux positionner leurs travaux afin d'élargir la gamme de leurs propositions.

Des appuis pour les définitions d'enquêtes, les types de questionnaires adaptés, les traitements de données seront à rechercher auprès de TERA.

La nécessité de la caractérisation et de l'analyse de la diversité des exploitations plantant de la banane ressort explicitement du dernier document du FLHOR sur l'état des lieux de la filière bananière à la Guadeloupe (Malessard, 1999). Un des trois postes prévus par la convention "encadrement technique filière banane" pourrait être proposé à TERA en appui à ce thème.

Un appui direct sera apporté à la jeune chercheuse qui, à l'instigation de CIRAD-CA, vient d'être chargée de caractériser la diversité des exploitations produisant de la canne à sucre, en Nord Grande Terre. Ce travail prendra en compte et se mènera en collaboration avec l'ensemble des acteurs de la filière.

Diversification avec les organisations de producteurs

La diversification des productions est une des voies pour sécuriser et améliorer les revenus agricoles, et pour participer à l'élargissement et à l'augmentation de l'offre alimentaire locale. Des partenariats pourront être développés avec des organisations de producteurs actuellement constituées (par exemple sur l'ananas ou sur l'igname) pour préciser leurs attentes exprimées en matière de maîtrise de la diversification des produits et des cultures, et de démarche qualité (labellisation). Les principes méthodologiques seront similaires aux précédents, néanmoins la démarche sera de type recherche-action, se basant sur les demandes des organisations de producteurs partenaires, et menée de façon concertée.

Des recoupements seront tentés avec les actions précédentes (exploitations diversifiées produisant canne à sucre ou banane) ; ils devraient permettre de faciliter l'élaboration commune d'alternatives à partir des contraintes et défis qu'eux-mêmes rencontrent (socio-économiques, techniques, environnementaux, qualité,...).

Contrats territoriaux d'exploitation

Le CTE (Contrat Territorial d'Exploitation) permet de concrétiser l'appui des institutions publiques au projet économique de l'exploitation agricole, selon les axes définis par la prochaine LOA : création et sauvegarde d'emplois, gestion de l'espace et des paysages, gestion des ressources naturelles et de la bio-diversité,...

La DRAF nous a proposés de s'associer à ce processus qui concrétise les complémentarités entre une approche sectorielle et une approche territoriale.

Le CIRAD devrait intervenir en appui à l'élaboration de ces projets globaux pour l'exploitation agricole, des projets "personnels" répondant aux fonctions de production, de gestion du territoire et d'emploi. La participation à cette démarche s'articule avec les activités précédentes qui la préparent.

3 5) Coopération régionale

Enfin les activités du premier agent affecté comprendront une composante d'encadrement du projet d'appui institutionnel au Système d'Extension Agraire de Cuba, élaboré et présenté par le programme Agricultures Familiales : ce projet qui devrait être approuvé à la prochaine commission mixte franco-cubaine à l'automne 1999 sera coordonné par le CIRAD et mené en collaboration avec l'INRA, le CNEARC et l'UAG-DAT. Il vise à définir de façon concertée avec le Ministère de l'Agriculture cubain une structuration opérationnelle des appuis et services à l'agriculture, le SEA : l'objectif du SEA est de favoriser et de renforcer l'autonomie d'action et de décision des nouvelles formes de production qui sont en cours d'apparition à partir de l'évolution du précédent système qui était extrêmement centralisé. Ces nouvelles agricultures familiales, sous forme individuelle ou de collectifs de gestion réduits, n'ont pas d'expérience gestionnaire. L'objectif de la recherche menée en coopération dans 3 provinces est d'élaborer conjointement des méthodes et instruments d'appui à la professionnalisation de tels "nouveaux" agriculteurs, dans ce contexte particulier, dans la région Caraïbe.

Ce projet qui se veut structurant et ensemblier devrait aussi pousser la coopération régionale caraïbe, favoriser les visites et échanges entre techniciens et organisations de producteurs des deux îles, et ancrer notre collaboration avec l'UAG-DAT qui est un partenaire essentiel du dispositif prévu dans cette île des Caraïbes.

3 6) En résumé

TERA devra, avec l'appui du délégué CIRAD, fédérer des approches et réflexions transversales aux filières, pour renforcer les capacités d'adaptation aux changements. La Guadeloupe peut et doit être un terrain où se concrétisent des démarches pluri-départementales.

Deux niveaux de travail commun se dégagent actuellement : l'exploitation agricole comme niveau de compréhension et de caractérisation des pratiques et de leur diversité, et comme niveau de raisonnement et d'élaboration d'améliorations adaptées, et la coopération régionale.

L'identification des espaces pertinents (exploitation agricole, bassin de production, filière, région,...) et des acteurs locaux et de leurs représentants avec lesquels travailler en partenariat, sera à chaque fois une étape essentielle de la démarche proposée.

ANNEXE 1 : CALENDRIER

22/04/99 : Montpellier - Pointe à Pitre

23/04/99 : Journée CIRAD à Neufchâteau
Présentation TERA
Présentation Filière Banane
Présentation Filière C.à S.

24/04/99 : Réunion de travail THI

26/04/99 :

10 h : filières de diversification (Groupements d'agriculteurs) à Roujol

14 h 30 : Chambre d'Agriculture à Baie Mahaut

17 h : Réunion CIRAD sur filière banane

27/04/99 :

10 h 30 : INRA

14 h 30 : DRAF à Basse Terre

16 h : SICA Karubana à Basse Terre

28/04/99 :

9 h : Réunion à Roujol (SAFER, organisations prof. de la filière C.à S.)

16h 30 : Sucrerie GARDEL

29/04/99 :

8 h 30 : Jacques Nollin

10 h : Réunion avec la DRAF et FLHOR à Neufchâteau

14 h : Réunion avec le sur la C.à S. à Roujol

16 h : Université des Antilles, Département d'Agriculture Tropicale

30/04/99 : 8 h 30 : conclusions de la mission avec les responsables du CIRAD à Neufchâteau

ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

LACOEUILHE Jean Joseph	CIRAD-TERA, chercheur
THEODORE Louis	Pdt ass. prod. vivrier, fruits
SAGNE Marc	S/Dr services tech., Ch. d'Agr.
DOLLIN	Directeur SUAD
GUILLAUME Patrice	CIRAD-CA, Resp. exécutif
WUILLAUME Claude	CIRAD-FLHOR, Resp. exécutif
GARDET Olivier	CIRAD-FLHOR, VAT agronomie
CATTAN Eugène	CIRAD-FLHOR, agronomie banane
DAUGROIS Jean	CIRAD-CA, phytopathologie
MANICHON Hubert	Délégué CIRAD-Guadloupe
GAY Jean Pierre	CIRAD-CA, agronomie
BONOTTO Sandrine	CIRAD-CA, VAT agronomie
GANRY Jacky	CIRAD, Chef progr. Bananier et plantins...
MALESSARD Robert	CIRAD-FLHOR, agronomie banane
JENNY Christophe	CIRAD-FLHOR, génétique
FOURNIER Patrick	CIRAD-FLHOR, agronomie, div. fruitière
BORY Antoine	UAG - DAT
BOGE Antoine	UAG - DAT
DIMAN Jean Louis	consultant
PAUL Jean Luc	UAG - DAT
CABIDOCHE Yves Marie	directeur de recherche INRA - APC
ZEBUS Marie Françoise	chargé de recherche INRA, socioéconomie
MENARD Jean Noël	DRAF, Directeur
HERMANT Alexandre	DRAF, responsable C. à S.
RAMASSAMY Maurice	Pdt Ch. d'Agriculture
RANGASSAMY Mauricia	Pdte CUMA, VPdte Ch. d'Agr
GAYADINE Alain	Agriculteur, Syndicat UPG
GANOT Patrice	Directeur adjoint SAFER
NOLIN Jacques	Directeur Karubana sortant
MARDIVIRIN Marc	Pdt ASPROBAN
CHAULET Henri	Président SICA Karubana
RIDE	Directeur adjoint SICA Karubana

N planteurs de banane	SICA Karubana
(DORMOY Jean Louis, DAMOISEAU Henri, LIGNIERES Francis,...)	
FRAIR Damien	Pdt CODEPBA
GOBARDAN Nicolas	Pdt Syndicat des planteurs de banane
EMMANUEL Jean Michel	Pdt SYBAGUA
DUFLO Denis	Pdt SICA Banagua
DUPASQUIER Remy	Directeur Général GARDEL
BRUNET Yann	Sucrerie GARDEL
MATHIEU Ciryl	Sucrerie GARDEL
DANINTH Laurent	Planteur C.à S.
VILO Just	Planteur C.à S.

PUBLICATIONS DES CHERCHEURS DU PROGRAMME TROPIQUES HUMIDES ET INSULAIRES ET DES CHERCHEURS ASSOCIES DANS LE CADRE DES ACTIVITES DU PROGRAMME

PRÉSENTATION SUCCINCTE DU PROGRAMME

Les agricultures des zones tropicales humides évoluent rapidement car elles sont de plus en plus liées aux grands marchés internationaux du café, du cacao ou du riz, et participent à l'approvisionnement de centres urbains en forte croissance. Dans ces zones peu anthropisées jusqu'au siècle dernier, la colonisation s'opère par de larges fronts pionniers et la vitesse de progression est telle qu'elle entraîne des risques de dégradation écologique irréversible.
Le programme "Tropiques humides" étudie l'évolution actuelle de ces systèmes agraires, à base de cultures pérennes et de cultures vivrières. Il raisonne la mise au point d'innovations dans le cadre d'exploitations familiales aux productions diversifiées (pour l'autoconsommation, pour les marchés locaux ou internationaux). L'objectif est d'aider à équilibrer le système de revenus agricoles tout en préservant la capacité de production de la terre cultivée.
Pour cela, les chercheurs du programme adoptent une approche pluridisciplinaire associant sciences écologiques, agronomiques, sociales et économiques, mises en oeuvre au sein d'opérations de recherche-action menées avec les utilisateurs potentiels des innovations testées. Ils interviennent sur différents terrains en Amérique latine, en Afrique, en Asie et en milieu insulaire à travers deux démarches : des synthèses régionales sur les évolutions en cours et des dispositifs d'analyse et d'expérimentation d'innovations à l'échelle locale.

Contacts scientifiques: Alain DUCREUX : alain.ducreux.cirad.fr
Edouard Latrille : edouard.latrille.cirad.fr

LISTE DES PUBLICATIONS

Demande de documents : *Nadine Kelemen*
Programme Tropiques Humides
CIRAD/TERA
B.P. 5035
34032 MONTPELLIER Cedex 1
Tél. (33)(0)4 67 61 59 66
Fax : (33)(0)4 67 61 12 23
e-mail : nadine.kelemen@cirad.fr

N° 1 - F. LANNELONGUE, P. SENG, C. ROMAIN, **G. VALLEE**, A. MADI. Gestion agrobiologique et développement durable des systèmes de culture à **Mayotte**. Mars 1998,15 p.

N° 2 - J.M. IZARD, O. SOUMILLE, P. SENG, **G. VALLEE** - La réhabilitation des padzas à **Mayotte**. Mars 1998, 12 p.

N° 3 - **C. BARTHES**, C. ROMAIN. Stratégies familiales, systèmes de culture et fertilité du milieu à **Mayotte**. Mars 1988, 14 p.

N° 4 - **R. PASQUIS, J.F. TOURRAND**, J.P. LESCURE. Premiers éléments pour l'identification d'un projet écorégional en Amazonie. Rapport de mission en **Amazonie Brésilienne** du 10 Novembre au 10 Décembre 1997. Mars 1998, 45 p.

N° 5 - **A. DUCREUX, N. SIBELET**. Séminaire de formation à la prospective "Pour démarrer en prospective" du 27 au 30 janvier 1998 - Centre de formation du **CNRS** à **Gif/Yvette**. Mars 1998, 41 p.

N° 6 - **G. VALLEE**, B. LEDUC, C. BARTHES, B. MOURIDI, O. CHADHOULI. Diagnostics des systèmes de production à **Mayotte** - Première synthèse. Décembre 1997, 28 p.

N° 7 - **E. PENOT**. L'amélioration des agroforêts a Hévéa en Indonésie. (Article par dans la revue Plantations, Recherche et Développement - Vol 5 - N° 2/98. Avril 98, 7 p.

N° 8 - **R. PASQUIS, J.F. TOURRAND**. Rapport de mision au Brésil - 12 mai - 5 juin 1998. Proposition de projet régional - Dynamiques spatiales et gestion des ressources en Amazonie. 34 p.

N° 9 - Recueil des publications des chercheurs du Programme Tropiques Humides. 208 p.

N° 10 - **E. PENOT**, AFS BUDIMAN. Environmental aspects of smallholder rubber agroforestry in Indonesia : Reconcile production and anvironment. Paper presented at the International Rubber Conference 1998, Paris, May 1998. 23 p.

N° 11 - **R. PASQUIS.** Rapport de la mission réalisée à Boa Vista (Etat du Roraima) du 27 au 30 mai 1998 - "Evaluation de l'impact des feux (Queimadas) et analyse institutionnelle". 21 p.

N° 12 - **E. PENOT**, B. JOBBE-DUVAL. Rapport de mision en Colombie du 17 au 31 janvier 1998. Projet PLANTE. 89 p.

N° 13 - **E. PENOT**, G. WIBAWA, I. KOMARDIWAN. Rubber planting materiel availability and production in Jambi Province. Executive summary. (A cooperation between the World Bank and the Governement of Indonesia. June 1998. 188 p.

N° 14 - **A. LEPLAIDEUR**. Wallis et Futuna : Vivre gratis ou vivre payant ? - Essai sur l'acte agricole à travers la littérature et deux enquêtes. Proposition d'une démarche liant la recherche et les services de l'agriculture. Octobre 98. 105 p.

N° 15 - **E. LATRILLE, A. LEPLAIDEUR**. Appui au service Recherche-Développement du CIAT (en charge de la composante Recherche/Développement du PNAPAF). Rapport de mission du 11 au 21 juin 1998. 55 p.

N° 16 -**Y. CLOUET, R. PAQUIS**. Système d'information multimédia de la région amazonienne - Un projet - Une démarche. Décembre 1998. 32 p.

N° 17 - **J.F. TOURRANT**. Rapport de mission au Laos : Projet de développement rural du district de Phongsaly. Appui aux actions du PDDP dans le secteur de l'élevage - Evaluation intermédiaire et propositions. Décembre 1998. 34 p.

N° 18 - **E. PENOT**. Rapport de mission au Guatemala en décembre 98. Etude de pré-faisabilité pour un projet de développement de l'hévéaculture dans le nord du Guetemala. - Enquête socio-économique de pré-faisabilité. Janvier 99. 110 p.

N° 19 - **N. SIBELET** (en relation avec l'ENGREF). Fruit et bois : une harmonie à recréer. Etude sur les filières fruits et bois du châtaignier dans les Cévennes. Février 99. 69 p.

N° 20 - **E. PENOT**. Technical report on Rubber Agroforesty System (RAS) on-farm experimentation in Indonesia. Part 1 METHODOLOGY. January 99 84 p.

N° 21 - **E. PENOT**. Technical report on Rubber Agroforesty System (RAS) on-farm experimentation in Indonesia. Part 2 WEST KALIMANTAN. January 99 300 p.

N° 22 - **E. PENOT**. Technical report on Rubber Agroforesty System (RAS) on-farm experimentation in Indonesia. Part 3 JAMBI, WEST-SUMATRA. January 99 200 p.

N° 23 - Y. CLOUET, **V. BARON**. Systèmes agraires et dynamiques des producteurs - Une approche des systèmes agraires insulaires par ' zonage à dire d'acteurs" - Tome 1 Diagnostic Novembre 98. 48 p.

N° 24 - **P. DUGUE**. Propositions pour la programmation du volet recherche d'accompagnement du PADAP. Constitution d'un réseau de fermes de références. Mission d'appui à l'IGAD (Libreville - GABON).16-28 mars 1999. 55 p.

N° 25 - **A. DUCREUX, M. DULCIRE**. Un cadre d'intervention pour TERA en GUADELOUPE. Diagnostic et propositions. Rapport de mission du 22 au 30 avril 1999. 18 p.

Résumé :

Cette mission visait à rencontrer différents acteurs intervenant dans le développement agricole, afin d'établir des propositions pour un cadre d'intervention de TERA en GUADELOUPE.

Les opinions des différentes personnes et institutions ont été synthétisées, et un cadre d'intervention a été structuré autour des enjeux, des objectifs, des principes méthodologiques de travail, et de l'identification de quelques actions où TERA pourrait apporter son appui.

L'exploitation agricole représente un niveau de compréhension et de proposition privilégié pour une intervention commune à différents départements du CIRAD et à d'autres acteurs du développement rural.

De bonnes perspectives de coopération régionale sont ouvertes autour d'un projet de développement à CUBA associant différentes institutions également présentes en GUADELOUPE.

Mots clés : Coopération régionale Caraïbe - Développement agricole - DOM - Guadeloupe - Loi d'Orientation Agricole - Recherche action